

La police doit s'assurer que votre enfant comprend chacun de ses droits. Si il y a des éléments qu'il/elle ne comprend pas, il peut poser des questions aux policiers, qui sont dans l'obligation de lui répondre.

La police doit s'assurer que votre enfant comprend chacun de ses droits. Si il y a des éléments qu'il/elle ne comprend pas, il peut poser des questions aux policiers, qui sont dans l'obligation de lui répondre.



## 2 DROIT D'ACCÈS À UNE CHARTE DES DROITS

Si votre enfant a des difficultés de vision ou de parole, il/elle a également droit à l'aide d'un professionnel. Par exemple, une personne qui connaît la langue des signes ou qui lui fournit les documents en braille.

Si votre enfant a des difficultés de vision ou de parole, il/elle a également droit à l'aide d'un professionnel. Par exemple, une personne qui connaît la langue des signes ou qui lui fournit les documents en braille.

## 1 DROIT À LA TRADUCTION ET À L'INTERPRÉTATION

CHARTRE DES DROITS POUR LES MINEURS, EXPLIQUÉE À LEURS MÈRES, LEURS PÈRES OU LEURS TUTEURS LÉGAUX

# PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !

En cas d'arrestation



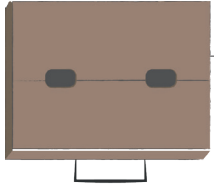
Si votre enfant a été arrêté(e) par la police parce qu'elle soupçonne ou croit qu'il/elle a commis un délit, votre enfant a **le droit de recevoir des renseignements clairs et détaillés concernant ses droits.**

Vous pouvez aider votre enfant à les comprendre.

La brochure suivante vous expliquera ces droits

- Votre enfant peut parler à son avocat avant l'interrogatoire de police.
  - Son avocat peut être avec votre enfant pendant l'interrogatoire.
  - Son avocat peut accompagner votre enfant tout au long de certaines enquêtes ou collectes de preuves effectuées par la police.
  - Toutes les conversations avec son avocat resteront confidentielles.
- Ce droit comprend également :

Votre enfant a le droit d'être défendu(e) par un avocat. Il/elle peut demander les services d'un avocat en qui il/elle a confiance. Si il/elle n'en connaît aucun, les autorités compétentes doivent lui en fournir un. Les services d'un avocat peuvent être gratuits.



## 4 DROIT À UN AVOCAT

Dans certaines situations, il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous soyez informé(e). Dans ces cas, il/elle peut demander qu'un autre adulte soit informé. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

Dans certaines situations, il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous soyez informé(e). Dans ces cas, il/elle peut demander qu'un autre adulte soit informé. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

## 3 DROIT D'AVISER SA MÈRE, SON PÈRE OU SON TUTEUR LÉgal



# PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !

En cas d'arrestation



Cofinancé par le programme « Justice » de l'Union européenne

Cette brochure a été créée dans le cadre du projet :

### Child-Friendly JT

Droit des mineurs à l'information, à la traduction et à l'interprétation dans les procédures pénales: Développement d'outils pour une justice adaptée aux mineurs  
JUST-AG-2016-06-760674

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



## 5 DROIT D'AVISER LE CONSULAT

Si votre enfant est étranger ou étrangère, il/elle a le droit d'aviser le consulat de son pays concernant sa détention et le lieu dans lequel il/elle se trouve.

## 6 DROIT À LA PRÉSENCE DE SA MÈRE, DE SON PÈRE OU DE SON TUTEUR LÉGAL PENDANT L'INTERROGATOIRE



Votre enfant a le droit d'être accompagné(e) de vous pendant l'interrogatoire.

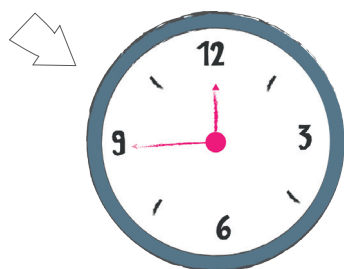
Dans certaines situations, il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous l'accompagniez, ou encore, votre présence pourrait nuire à la procédure pénale. Dans ces cas, un autre adulte peut accompagner votre enfant. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

## 7 DROIT DE GARDER LE SILENCE

Votre enfant a le droit de garder le silence. Cela signifie qu'il/elle n'est pas obligé(e) de répondre aux questions posées par la police.

## 8 DROIT DE CONNAÎTRE LA DURÉE MAXIMALE AUTORISÉE DE LA DÉTENTION

Votre enfant a le droit d'être informé(e) de la durée maximale de sa détention.



## 9 DROIT D'ÊTRE RENSEIGNÉ(E) QUANT À L'ACCUSATION

Votre enfant a le droit d'être informé(e) de l'accusation portée contre lui/elle.

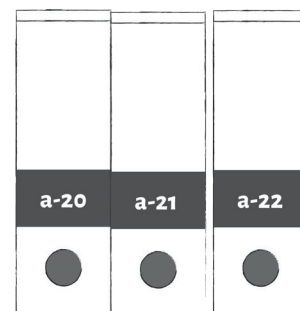
À savoir :

- La raison de son arrestation.
- Le délit dont on l'accuse.
- Dans quelle mesure on présume sa participation au délit.

## 10 DROIT D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION SUR LE CAS

Votre enfant a le droit d'accéder aux documents relatifs à son cas.

Son avocat peut également y avoir accès.



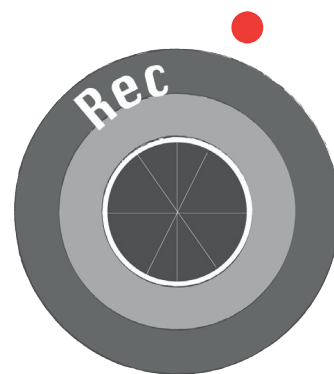
## 11 DROIT DE NE PAS ÊTRE PLACÉ(E) EN GARDE À VUE AVEC DES PERSONNES ADULTES

Pendant toute la durée de la garde à vue, votre enfant a le droit de ne pas être placé(e) avec des détenus adultes.

Il existe parfois des exceptions, mais celles-ci doivent garantir le bien-être de votre enfant.

## 12 DROIT À L'ASSISTANCE MÉDICALE

Si votre enfant est arrêté(e), il/elle a droit à un examen médical. Votre enfant, son avocat et vous pouvez en faire la demande. Une assistance médicale doit être dispensée, le cas échéant (si votre enfant souffre de maladie).



## 13 DROIT À UN ENREGISTREMENT DE L'INTERROGATOIRE

Si votre enfant est arrêté(e) et son avocat n'est pas présent, l'interrogatoire de police peut être enregistré. La vidéo ne doit pas être rendue publique.